



LE MINISTÈRE DE VOTRE ALIMENTATION

Evaluation du programme français de « School Fruit Scheme » Etude des freins à l'expansion du programme

Christine Lainé – Martine Padilla
28 Mars 2012



La stratégie française

- Pas de financement au niveau national
- Des gestionnaires différents selon les établissements
 - Conseils Régionaux pour les lycées
 - Conseils Généraux pour les collèges
 - Mairies pour les écoles
- Un cahier des charges qui impose
 - au moins 6 portions/ trimestre (jusqu'à une portion/jour)
 - une action d'accompagnement pédagogique
 - une inscription pour un trimestre scolaire au minimum
 - les produits transformés sont autorisés dans des limites imposées
 - recommandation fruits frais, de saison, locaux ou biologiques

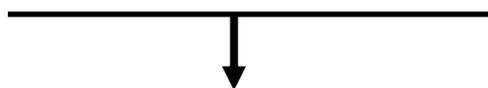
Efficacité

– % *enfants ciblés participants*

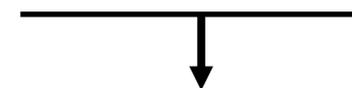
- 2,6% enfants de 3 à 18 ans sont couverts soit 320 000 élèves en 2010/2011
- Seulement 40% des inscrits vont jusqu'au bout du processus de distribution
- **10,5 % du budget alloué dépensés en 2010/2011**

– *Nombre de rations/enfants* : (d'après étude DGAL)

- 10 172 400 portions en 2009/2010 à raison de 42 portions/enfant/an
- + faible : en Irlande : 16 portions / +fort : à Malte 40 portions
- Petites communes s'engagent plus fortement que grandes villes



160 portions/enf/an



40 portions/enf/an

→ Évaluation française a porté sur **l'impact sur les enfants et les parents** :

- Impact sur les élèves du primaire
- Impact sur les élèves du secondaire
- Évolution des résultats entre 2008 et 2011

Mais aussi **étude des freins et points de blocage à l'expansion du programme** :

- Identifier les freins et points de blocage
- Identifier les modes d'organisation les plus efficaces
- Proposition de pistes d'amélioration à la stratégie française

Le programme français est-il un succès?

- Nombre de bénéficiaires ciblés (1 million) n'est pas atteint...
- Nombre de portions distribuées par enfant satisfaisant

Le programme français est-il efficient?

- Quantitativement parlant **engagement faible mais qualitativement satisfaisant**
- Ce sont les enfants qui consomment déjà des portions relativement satisfaisantes (1/j.) qui augmentent toujours plus leur fréquence
- Difficile de conclure sur l'impact de la consommation pour les petits consommateurs mais **attitudes sont + positives**
- Analyse des collèges/lycées montre l'importance des **actions pérennes**

Comparaison avec les pays de l'Union Européenne

- **Au niveau de l'origine du financement complémentaire**
 - Performance plus forte quand l'Etat finance les 50% restants
 - Performances limitées quand l'établissement doit faire appel à la manne des parents ou d'entreprises privées
 - **Au niveau stratégies d'organisation**
 - Plus efficace lorsque appel d'offre est lancé auprès de professionnels susceptibles d'assurer l'approvisionnement/préparer et distribuer fruits
 - Ministère Agriculture n'assume pas seul l'entière responsabilité du programme
 - Faible performance lorsqu'il y a centralisation totale des décisions sur les produits et approvisionnements par 1 seul organisme d'Etat
- Sauf exception : cas de la France (extrême liberté des établissements)

Lever les freins à l'expansion du programme



Objectif

- Identifier les modes d'organisation les plus efficaces
- Comprendre les points de blocage, les freins à l'expansion du programme mais aussi les motivations à l'engagement
- Proposer des aménagements pour adapter la stratégie française aux contraintes rencontrées sur le terrain

Principaux résultats

Une communication assez peu fructueuse

- L'envoi d'e-mails/courriers → peu efficace
- La communication n'a pas touché l'ensemble des établissements éligibles → **de nombreux établissements ne connaissaient pas le programme**

Freins financiers

Pour les lycées/collèges de l'enseignement général

- **Coût de l'opération** important si menée à grande échelle
- **Pas de fonds alloués** à ce type d'action → budget figé
- Quelle composante du budget utiliser ? → budget restauration pour la plupart mais **problème d'équité**

Pour les mairies/CG/CR

- Pas de réel problème financier, question de **volonté des élus**
- Volonté de **favoriser l'économie et l'agriculture locale**

=> **limitent le nombre d'inscrits** pour éviter les marchés publics

Freins organisationnels

La mise en place demande la **mobilisation de nombreux acteurs**

- Gestionnaires (demande d'agrément, demande de remboursement)
- Équipe de cuisine (préparation des fruits)
- Surveillants (distribution)
- Professeurs (appui pédagogique + partie évaluation)
- Agents techniques (gestion des déchets)

Dossier de remboursement :

- long, fastidieux, décourageant + double facturation

⇒ **Est-ce que la Commission serait prête à simplifier ?**

➔ **De nombreuses structures font des distributions de fruits sans demander la subvention**

Une organisation facilitée dans le primaire et les établissements agricoles

- Dans les établissements du primaire
 - gestion administrative par les mairies,
 - présence d 'ATSEM pour les écoles maternelles,
 - temps imparti pour l'action plus long,
 - public plus réceptif...
- Dans les établissements d'enseignement agricole
 - Organisent déjà des collations → **facilite côté organisationnel**
 - Adhérer permet **de bénéficier des subventions** tout en **améliorant leur collation sur le plan nutritionnel**

Autres freins

- **Programme non adapté à l'organisation interne des établissements** du secondaire (interclasse trop court, manque de personnel, obstacles matériels...)
- Ils **adhèrent plus facilement** aux actions émanant des régions que de l'Etat (sensibilité à l'ancrage local)
- Les collectivités sont **déjà engagées** dans des projets liés à la nutrition et ne veulent pas multiplier les actions
- Le programme perçu comme **trop rigide**, difficultés de mise en œuvre
- Les **établissements** aimeraient pouvoir **l'adapter à leurs contraintes**

Quelques solutions



De manière générale

- **Assouplir** les modalités du cahier des charges
- **Simplifier** les démarches administratives
- Mettre en place des **outils d'accompagnement pratiques** (appréhender les difficultés, organiser plus facilement, avoir des retours d'expérience...)
- **Délocaliser l'information** et la communication au niveau local : relais par nos services en régions (DRAAF) avec l'appui de SOPEXA
- Revoir le fonctionnement, l'organisation du programme et **basculer le travail** de préparation/distribution/animation **en amont**
- **Financer la contrepartie** restant à la charge des structures

Au niveau éducatif

- **Pour la communication : respecter le chemin hiérarchique** pour avoir l'appui de l'Education Nationale en région en complément du niveau national (partenariat fort)
- Démarcher directement les établissements (explication des modalités...)
- **Impliquer** les médecins/infirmières scolaires + professeurs d'EPS et proposer d'**impliquer élèves et parents** dans le fonctionnement de l'opération
- **Intégrer/appuyer** le programme dans plans santé/alimentation existants (Projet Educatif Local)
- **Motivation** de tous les acteurs est essentielle car l'**organisation** repose principalement sur la **bonne volonté**

Conclusion

Passer par des **intermédiaires** qui assurent :

- l'**approvisionnement**,
- la **confection des portions**,
- la **distribution**,
- l'**animation**,

serait un grand soulagement pour les établissements,

- **D'autant que le coût n'est guère plus élevé** en faisant appel à ces services
- ou faire en sorte que les grossistes assurent ces différentes opérations
- Démarchage des sociétés de restauration collective et interprofessions agricoles
- Démarchage des établissements (ambassadeur régional)
- Maintenir les restrictions du cahier des charges sur l'aspect qualité des fruits
- Initier un travail de simplification avec l'organisme payeur pour une gestion dématérialisée

Merci de votre attention

